




# SYNTHESE DU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE AU MALI EN 2016

Le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2016 s'inscrit dans la stratégie triennale d'action humanitaire lancée au Mali et dans 8 autres pays du Sahel en 2014 avec trois objectifs stratégiques régionaux.



OBJECTIF STRATEGIQUE 1	OBJECTIF STRATEGIQUE 2	OBJECTIF STRATEGIQUE 3
 <p>Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.</p>	 <p>Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.</p>	 <p>Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.</p>

## PERS. DANS LE BESOIN



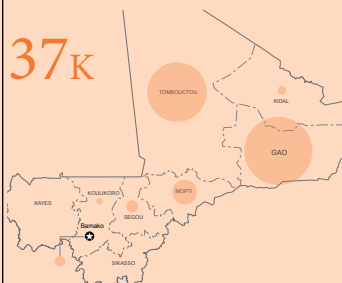
## PERSONNES CIBLÉES



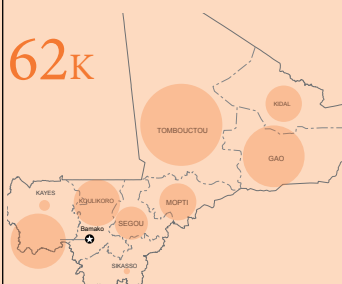
## FONDS REQUIS (US\$)



## RAPATRIÉS



## PERS. DEPLACÉES INTERNES



L'évaluation des effectifs des personnes dans le besoin au Mali, qui soutient la planification de la réponse, a été réalisée par secteur d'intervention. Il a été estimé qu'en 2016, environ 2,5 millions de personnes nécessiteraient une assistance (soit 13,5 % de la population malienne) <sup>1</sup>. Le Plan de réponse humanitaire au Mali vise à apporter une assistance humanitaire aux plus vulnérables pour renforcer leur accès aux services sociaux de base, améliorer leurs moyens de subsistance et leur capacité de résilience et consolider la préparation aux urgences.

Il comporte 127 projets présentés par 44 partenaires et requiert un financement de 354 millions de dollars (USD). Les actions proposées ciblent en priorité les zones touchées par le conflit dans le nord et le centre du pays, ainsi que les populations déplacées, retournées ou rapatriées. À travers ce plan, un million de personnes seront assistées par des interventions dans huit secteurs : la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau-hygiène-assainissement, l'éducation, la protection, les abris et articles-non-alimentaire et le relèvement précoce. Le plan assure aussi la coordination de la réponse.

1- Voir l'Aperçu des besoins humanitaires Mali 2016 publié en novembre 2015 : [https://docs.unocha.org/sites/dms/Mali/Mali\\_HNO\\_2016\\_final.pdf](https://docs.unocha.org/sites/dms/Mali/Mali_HNO_2016_final.pdf)

# I. INSECURITE ALIMENTAIRE

<b>PERS. DANS LE BESOIN</b>	2,5M	Selon les projections des résultats du cadre harmonisé pour la période de soudure (juin-août 2016), 315 000 personnes seront en phase d'insécurité alimentaire sévère et 2 235 000 autres seront en situation d'insécurité alimentaire modérée ; soit un total de 2,5 millions de personnes dans le besoin.
<b>PERSONNES CIBLÉES</b>	1M	La stratégie de réponse d'urgence et de relèvement priorise les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Ségou, Kayes et Kidal, où les personnes affectées ont des besoins qui requièrent une réponse immédiate. Un million de personnes sont ciblées.
<b>BUDGET (US\$)</b>	116M	Les activités des membres du cluster viseront à favoriser la disponibilité alimentaire pour les personnes les plus vulnérables (y compris à travers une aide alimentaire aux déplacés et vulnérables, à restaurer et renforcer leurs moyens de subsistance à travers un appui à l'agriculture, l'élevage et la pêche, et enfin à améliorer la coordination des activités aux niveaux régional et national avec les autorités et l'ensemble des partenaires.)
<b># DE PARTENAIRES</b>	50	Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 116 millions de dollars est requis.

# II. PROTECTION

<b>PERS. DANS LE BESOIN</b>	751K	Les activités du groupe sectoriel visent à répondre aux besoins de protection découlant des conflits armés ainsi qu'à identifier et mettre en œuvre des solutions durables pour les personnes affectées, notamment en renforçant le partenariat stratégique avec les pouvoirs publics, les acteurs du développement et les autres clusters. Le cluster appuiera en particulier le renforcement du cadre juridique national de protection à travers l'intégration en droit interne de la Convention de Kampala pour la protection des personnes déplacées.
<b>PERSONNES CIBLÉES</b>	516K	Les activités des membres du groupe priorisent les zones affectées par les conflits armés (Tombouctou, Kidal, Gao, Mopti, Ségou, Koulikoro et Bamako). Dans chaque domaine d'intervention, les actions planifiées s'articulent à travers l'identification et le suivi des abus et violations, l'assistance aux victimes, la réduction et la prévention des risques, notamment par une approche communautaire.
<b>BUDGET (US\$)</b>	58,9M	Pour mettre en œuvre les activités prévues dans les différents domaines de ce secteur, un budget total de 58,9 millions de dollars est requis.
<b># DE PARTENAIRES</b>	76	<b>Protection de l'enfance</b> Les actions visent en particulier à fournir un soutien psychosocial aux enfants dans les zones où les écoles sont fermées pour cause d'insécurité, à améliorer l'accès aux actes de naissance et à renforcer la collecte de l'information sur les violations graves des droits des enfants en situation de conflit armé.  <b>Violences basées sur le genre</b> Les actions visent en particulier à fournir un soutien psychosocial, médical et juridique aux victimes et à mettre en place des projets de réinsertion socio-économique. Sont aussi prévues des séances de sensibilisation et de formation auprès des communautés et des forces armées et de sécurité, ainsi que la poursuite de la

documentation des incidents à travers le système de gestion d'information en place (GBVIMS).

#### **Accès à la justice et Etat de droit**

Les actions visent la mise en place d'une base de données unique et harmonisée, le renforcement des Centres d'information, conseil et assistance juridique, et les formations, sensibilisations et appuis multiformes aux structures d'état civil et aux tribunaux civils.

#### **Assistance aux personnes déplacées, retournées et rapatriées**

Les activités se focaliseront sur le monitoring des mouvements, l'accompagnement au retour et l'harmonisation des activités de coexistence pacifique - par des actions de formation et de sensibilisation sur la gestion des conflits, la mise en œuvre de projets de rapprochement communautaire et de relèvement socio-économique et le renforcement des mécanismes de institutionnels et communautaires pour la protection des populations affectées et le retour progressif des autorités administratives et judiciaires dans le Nord.

#### **Lutte Antimines**

En 2016, les activités de lutte anti mines devront se poursuivre dans les régions de Tombouctou et de Mopti, et seront renforcées dans les régions de Gao et de Kidal, avec pour objectif de prévenir et répondre aux risques liés aux restes d'explosifs de guerre (REG) et aux engins explosifs improvisés (EEI). Les priorités d'action pour ce secteur restent la dépollution des zones affectées et les enquêtes non-techniques, ainsi que l'assistance aux victimes et l'éducation aux risques des REG, EEI et armes légères et de petit calibre (ALPC).

## III. NUTRITION

#### **PERS. DANS LE BESOIN**



947k

Selon l'enquête nutritionnelle SMART nationale réalisée en mai 2015 auprès des enfants de moins de 5 ans, sept régions présentent un niveau de malnutrition aiguë globale supérieur au seuil d'alerte fixé à 10 %, tandis que le seuil d'urgence nutritionnelle de 15 % est dépassé dans la région de Tombouctou (taux de 17,5 %).

#### **PERSONNES CIBLÉES**



691k

En 2016, la priorité d'intervention sera donnée aux groupes les plus vulnérables parmi les enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et allaitantes, dans les régions de Tombouctou, Gao, Kayes, Koulikoro et Sikasso où des vulnérabilités élevées ont été notifiées. Les activités du cluster cibleront 1 225 structures de santé ayant besoin d'un appui technique et 691 700 personnes nécessitant une assistance nutritionnelle (405 000 enfants de moins de 5 ans et 50 000 femmes souffrant de malnutrition aiguë, et 136 700 enfants et femmes à risque de malnutrition ciblées par le programme d'alimentation complémentaire de couverture.)

#### **BUDGET (US\$)**



45,9M

Les activités du cluster viseront à renforcer la surveillance de la situation nutritionnelle et la coordination entre les partenaires intervenant dans le domaine de la nutrition. Des activités de prévention sont aussi prévues par la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, l'apport ciblé en micronutriments, vitamine A et déparasitant, et le pré positionnement de stocks de contingence dans les régions les plus affectées. Des interventions viseront également à réduire le risque de mortalité et de morbidité des enfants et des femmes allaitantes et enceintes, atteints de malnutrition aiguë.

#### **# DE PARTENAIRES**



28

Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 45,9 millions de dollars est requis.

## IV. RELEVEMENT PRECOCE

### PERS. DANS LE BESOIN



1,9M

### PERSONNES CIBLÉES



500K

### BUDGET (US\$)



37,7M

### # DE PARTENAIRES



15

Les activités de relèvement s'inscrivent dans le court terme pour répondre aux besoins immédiats de la population tout en la préparant à mieux affronter les chocs futurs à travers le renforcement de sa résilience, en capitalisant sur les dividendes de l'action d'urgence pour les inscrire dans la durée.

En 2016, les zones prioritaires sont les régions de Kidal, Gao, Tombouctou ainsi que les cercles de Youwarou et Tenenkou dans la région de Mopti.

Pour mettre en œuvre les activités prévues dans les différents domaines d'intervention, un budget de 37,7 millions de dollars est requis.

#### **Redéploiement des services de l'Etat et des collectivités territoriales**

Des activités de réhabilitation des infrastructures et des actions de renforcement des capacités minimales de fonctionnement des services sont prévues (tribunaux, préfectures, maisons d'arrêts, commissariats de police, écoles, centres de santé, eau potable, etc.). Sont aussi planifiées des formations pour le personnel administratif et de la chaîne pénale.





#### **Relèvement économique et social**

Pour répondre aux besoins de relèvement des ménages, communautés, organisations de la société civile et du secteur privé qui ont été touchés par le conflit ou qui accueillent de nombreux retournés et rapatriés, il est prévu d'assurer des formations professionnelles et de soutenir des groupes à travers des activités génératrices de revenus, la restauration d'actifs communautaires ou grâce au micro financement.





Il s'agit également de renforcer la cohésion sociale au sein des communautés affectées par le conflit, notamment celles comprenant de nombreux retournés et rapatriés, afin de consolider durablement la paix et la stabilité au niveau local. L'action des partenaires portera sur la conduite d'activités soutenant la justice transitionnelle et le dialogue intercommunautaire.

Enfin, l'amélioration de la collecte de données sur les besoins et l'impact de l'assistance au sein des communautés affectées, ainsi que le renforcement de la coordination des activités multisectorielles de relèvement permettront de mieux planifier les activités à mener dans ce secteur, à court, moyen et long terme.



## V. EDUCATION

<b>PERS. DANS LE BESOIN</b>	En 2016, le cluster éducation prévoit de conduire une analyse approfondie des besoins éducatifs dans les régions affectées par le conflit, de développer les capacités du système éducatif à gérer l'éducation dans les situations d'urgence, de favoriser l'accès à l'éducation pour 300 000 enfants affectés par le conflit et d'appuyer les 6 000 enseignants qui assurent leurs apprentissages.
 <b>400K</b>	
<b>PERSONNES CIBLÉES</b>	Les activités du cluster se focaliseront sur les régions de Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro et Kayes. Diverses activités de renforcement des capacités, de programmes d'apprentissage accéléré, de fourniture de matériels, et d'appui à la gestion des écoles par les communautés viseront notamment à réintégrer dans le système éducatif les enfants qui ont perdu jusqu'à trois ans de scolarisation et à mettre en œuvre un plan de prévention des risques dans les écoles exposées aux catastrophes naturelles et/ou aux épidémies.
 <b>306K</b>	
<b>BUDGET (US\$)</b>	L'éducation à la paix, la cohésion sociale, l'alimentation à l'école, l'accès des jeunes enfants aux activités d'éveil et de développement seront aussi au centre des activités du cluster.
 <b>33,4M</b>	Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 33,4 millions de dollars est requis.
<b># DE PARTENAIRES</b>	
 <b>30</b>	





## VI. EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

<b>PERS. DANS LE BESOIN</b>	Au Mali, les déficits en eau potable, hygiène et assainissement sont structurels et constituent des facteurs aggravant ou des causes sous-jacentes de divers types de vulnérabilités.
 <b>825K</b>	
<b>PERSONNES CIBLÉES</b>	Afin de renforcer la priorisation des zones d'intervention, la stratégie de réponse se basera donc sur une analyse sectorielle et multisectorielle de la situation, tandis que les actions du cluster s'appuieront sur une forte collaboration avec les institutions locales et nationales et avec les acteurs de développement. A ce titre, le cluster coordonnera ses interventions avec celles du gouvernement dans le cadre du Programme de développement accéléré des régions du Nord et du Programme sectoriel eau et assainissement.
 <b>570K</b>	
<b>BUDGET (US\$)</b>	Les activités prioritaires du cluster viseront en premier lieu à assurer l'accès des populations victimes du conflit à une source permanente d'eau à travers la restauration et la réalisation de points d'eau, tout en renforçant les capacités des communautés à une gestion durable des ressources. Il s'agira également de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée, dans les zones de forte concentration de populations déplacées ou retournées, ou à la suite d'inondations, ou encore lorsque seront enregistrés des cas de malnutrition aiguë sévère, des épidémies et des déplacements massifs de populations. De plus, des actions de prévention, de réduction des risques et de préparation à l'urgence seront aussi menées pour améliorer l'accès à l'eau potable des communautés les plus à risque.
 <b>26M</b>	Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 26 millions de dollars est requis.
<b># DE PARTENAIRES</b>	
 <b>15</b>	

## VII. COORDINATION ET SERVICES COMMUNS

<b>BUDGET (US\$)</b>	En 2016, sous le leadership de la Coordonnatrice Humanitaire et de l'équipe humanitaire pays, les clusters et OCHA coordonneront la réponse humanitaire sectorielle et intersectorielle au niveau national et régional ainsi que la transition avec les acteurs de développement.
 <b>14,4M</b>	
<b># DE PARTENAIRES</b>	Parmi les activités prévues, sont planifiées la conduite de missions inter-agences, la collecte et la gestion de l'information, le plaidoyer et le suivi des questions transversales (accès, protection, genre, etc.). L'accent sera mis notamment sur la préparation aux urgences ainsi que sur le renforcement des capacités des autorités locales et des différents acteurs humanitaires. Dans le cadre des activités de coordination civilo-militaire et d'engagement avec les groupes armés, des séances de sensibilisation sur les principes, la coordination et l'espace humanitaire sont aussi prévues. Les services communs des opérateurs aériens humanitaires contribueront à maintenir l'espace humanitaire et à assurer un accès sûr et sécurisé aux régions nord (transport de passagers, cargos, évacuations médicales, etc.).
 <b>141</b>	
	Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 14,4 millions de dollars est requis.

## VIII. ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

<b>PERS. DANS LE BESOIN</b>	Le cluster fournira une assistance en abris et biens non alimentaires aux personnes retournées, rapatriées ou restées dans les zones de conflit, qui sont dans l'incapacité économique de procéder à la réhabilitation de leur logement dégradé et de reconstituer leurs biens ménagers. Le cluster appuiera également les victimes d'inondations par la fourniture d'abris d'urgence et de biens non alimentaires. Afin de favoriser la cohésion sociale, l'approche participative sera privilégiée dans l'exécution des projets de réhabilitation de logements. Une attention particulière sera accordée aux ménages dont un des membres souffre d'une vulnérabilité spécifique (handicapés, femmes ou enfants chefs de ménage).
 <b>400K</b>	
<b>PERSONNES CIBLÉES</b>	Pour mettre en œuvre les activités prévues dans les différents domaines, un budget de 11 millions de dollars est requis.
 <b>91K</b>	
<b>FONDS REQUIS (US\$)</b>	<b>Appui dans les zones de conflit</b>
 <b>11M</b>	Le cluster répondra aux besoins des 91 000 personnes les plus vulnérables dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et certaines localités de la région de Mopti. Les activités du cluster cibleront trois domaines principaux : la construction ou la réhabilitation de logements pour la population sédentaire, l'installation de tentes nomades, et la distribution de biens non alimentaires pour les deux types de population.
<b># DE PARTENAIRES</b>	<b>Inondations</b>
 <b>7</b>	Le cluster répondra aux besoins en abris d'urgence et en biens non alimentaires de 45 000 personnes, selon l'évaluation du plan de contingence inondation Mali 2015. Le cluster pré-positionnera des biens non alimentaires dans les régions prioritaires de Mopti et Gao.

## IX. SANTE

### PERS. DANS LE BESOIN



En 2016, le cluster santé a pour objectif de répondre aux besoins de deux millions de personnes – dont 54% d'enfants (0-17ans), 43% d'adultes et 3% de personnes âgées; 49,85% de femmes et 50,15% d'hommes - et de soutenir 203 structures de santé. Toutes les activités seront menées en appui aux Directions régionales et nationale de la santé ainsi qu'aux différents partenaires humanitaires et du développement.

### PERSONNES CIBLÉES



Les interventions du cluster cibleront les régions de Tombouctou, Gao et Kidal et les trois districts sanitaires de Mopti (Douentza, Ténenkou et Youwarou) avec les activités prioritaires suivantes : assurer l'accès à un paquet essentiel de soins de santé primaires (curatif, préventif et promotionnel) ; renforcer les systèmes de surveillance, d'alerte et de riposte aux maladies à potentiel épidémique ; renforcer le système d'information sanitaire ; détecter et prendre en charge la malnutrition aigüe sévère dans les centres de santé communautaires et de référence; renforcer les mécanismes de coordination notamment à travers la mise en place de procédures d'évacuation médicale à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

### BUDGET (US\$)



Pour mettre en œuvre les activités prévues, un budget de 10 millions de dollars est requis.

### # DE PARTENAIRES



## ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE



### LE NOMBRE DE PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÛE S'ACCROÎTRA

Davantage de cas de malnutrition aigüe sévère seront enregistrés.

Les populations perdront leurs moyens de subsistance.

L'exode rural des jeunes aggravera les risques de conflits.

La réponse aux urgences sera inappropriée et ne répondra pas aux besoins populations dans toutes les zones affectées.



### RISQUE ACCRU D'ÉPIDÉMIES ET DE MORTALITÉ INFANTILE

L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre.

Risque d'écllosion de maladies à potentiel épidémique, notamment la rougeole, le paludisme, et le choléra.

Augmentation de la mortalité maternelle liée à une absence de soins obstétricaux d'urgence.



### LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE

De 300 à 400 écoles seront à risque de rester ou d'être à nouveau fermées.

Les 300 000 enfants ciblés n'auront pas accès à l'éducation et seront exposés aux risques d'abus, et d'exploitation, incluant la mendicité, le travail, le mariage précoce, la violence sexuelle et la toxicomanie. Faute de perspective d'avenir, ils risquent d'être recrutés par les groupes armés et les gangs, et de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.



### LA DIGNITÉ DE 91 000 PERSONNES VULNÉRABLES NE SERA PAS ASSURÉE

Environ 91 000 personnes vulnérables n'auront pas accès aux biens non alimentaires qui leur permettraient de reconstituer leurs biens ménagers.

17 000 personnes vulnérables ayant des besoins pressants en abris ne seront pas assistées.

Davantage exposés aux intempéries, les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées risqueront de contracter des maladies mortelles.



### LA RÉSILIENCE REDUITE DES PERSONNES AFFECTÉES LES RENDRA PLUS VULNÉRABLES AUX CRISES

Les populations seront maintenues dans une situation de vulnérabilité chronique et aigüe ne leur permettant pas de résister aux chocs futurs.

L'impact de l'aide d'urgence sur les communautés ne sera pas maximisé, empêchant ainsi leur relèvement économique et la cohésion sociale.



### LES TAUX DE MORTALITÉ ET DE PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION AUGMENTERONT

L'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes se dégradera au-delà des niveaux d'urgence.

Les taux de mortalité et de vulnérabilité des enfants et des jeunes augmenteront.

Les services publics de la santé n'obtiendront pas l'appui nécessaire à la veille nutritionnelle et à la prise en charge des cas de malnutrition



### DEGRADATION L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION SURTOUT DANS LES RÉGIONS DU NORD

Difficulté de répondre aux besoins des personnes déplacées internes.

Recrudescence des violences basées sur le genre, notamment les agressions sexuelles.

Augmentation des tensions et conflits inter et intra communautaires.

Aggravation des violences, abus et exploitation des enfants, du recrutement par les groupes armés.

Les personnes sans documentation civile ne pourront faire prévaloir leurs droits citoyens.



### PLUS DE PERSONNES SE TROUVERONT EXPOSÉES AUX MALADIES DIARRHIQUES, AVEC UNE AGGRAVATION DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS ET DES CONFLITS D'ACCÈS À L'EAU

Le manque d'hygiène, d'accès à l'eau potable et les conditions inadéquates d'assainissement accroîtront les maladies diarrhéiques, anéantissant les efforts menés contre la malnutrition

Risque de multiplication des déplacements de populations et des tensions communautaires pour l'accès à l'eau potable.

Augmentation des risques de déscolarisation des filles et d'exposition des femmes et filles à des violences et viols.



# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE



### HUMANITAIRE

Pour voir l'aperçu des besoins humanitaire, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/operations/mali](http://www.humanitarianresponse.info/operations/mali)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>